

## PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

PRÉFECTURE  
DIRECTION de la COORDINATION des POLITIQUES PUBLIQUES  
et de l'APPUI TERRITORIAL  
BUREAU des INSTALLATIONS CLASSÉES, de l'UTILITÉ PUBLIQUE  
ET DE L'ENVIRONNEMENT  
Section Installations Classées  
DCPPAT - BICUPE -SIC- LL - n° 2019 - 174

### INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

-----

Commune de AUXI-LE-CHATEAU

-----

SOCIÉTÉ AGLAFORM

-----

### ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE

-----

Le Préfet du Pas de Calais,

VU le Code de l'Environnement, en particulier les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 21 juillet 2015 portant nomination de M. Marc DEL GRANDE, administrateur civil hors classe, Sous-Préfet hors classe, en qualité de Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais (classe fonctionnelle II) ;

VU le décret du 16 février 2017 portant nomination de M. Fabien SUDRY en qualité de préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

VU l'arrêté préfectoral 2017-10-65 du 20 mars 2017 portant délégation de signature ;

VU l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 14 décembre 2013 modifié relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2921 ;

VU l'arrêté préfectoral du 17 janvier 1985 ayant autorisé la société AUBECQ-AUXI à exploiter une usine de fabrication d'articles culinaires située au 4, avenue du Maréchal Foch – 62390 AUXI-LE-CHATEAU ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 juin 1997 abrogeant l'arrêté préfectoral du 17 janvier 1985 susvisé, et ayant autorisé la société AUBECQ-AUXI à exploiter un atelier de coulée de plomb situé sur la commune de 62390 AUXI-LE-CHATEAU ;

VU le bénéfice de l'antériorité accordé le 29 janvier 2007 pour l'exploitation de la tour aéroréfrigérante du site ;

VU le changement d'exploitant opéré depuis le 9 mars 2016 au bénéfice de la société AGLAFORM ;

VU les points 3.1, 3.2, 3.7.I.1.a, 3.7.I.1.b, 3.7.I.1.c, 3.7.I.2, 3.7.I.3.b, 3.7.I.3.e, 3.7.V et 5.9 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié susvisé qui disposent :

**« 3.1. Surveillance de l'exploitation »**

*L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une ou de plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.*

*L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles, associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.*

*Ces formations portent a minima sur :*

- les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;*
- les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ;*
- les dispositions du présent arrêté.*

*En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en Legionella pneumophila est dispensée aux opérateurs concernés.*

*Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement. Il comprend :*

- les modalités de formation, notamment en fonction des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ;*
- la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, type de formation suivie, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ;*
- les attestations de formation de ces personnes. »*

**« 3.2. Contrôle de l'accès »**

*Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre à l'installation et aux locaux techniques. »*

**« 3.7. Consignes d'exploitation »**

**I. Entretien préventif et surveillance de l'installation**

**1. Dispositions générales relatives à l'entretien préventif et à la surveillance de l'installation**

**a) Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de**

risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous.

L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :

- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;
- les points critiques liés à la conception de l'installation ;
- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;
- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, et notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des points I.2.c et II.1.g du présent article.

Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume, et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.

Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau.

Sur la base de l'AMR sont définis :

- les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, les moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ;
- un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ;
- les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous.

En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois tous les deux ans, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.

La révision de l'AMR donne lieu à la mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées.

**b)** Les plans d'entretien et de surveillance visent à limiter le risque de prolifération et de dispersion des légionelles via la ou les tours. Ils ont notamment pour objectif de maintenir en permanence la concentration des *Legionella pneumophila* dans l'eau du circuit à un niveau inférieur à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau. Ces plans concernent l'ensemble de l'installation, en particulier toutes les surfaces de l'installation en contact avec l'eau du

circuit où pourrait se développer le biofilm. Ces plans sont mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant.

*Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR.*

*Une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit adoptée par l'exploitant, telle que décrite au point 2 du présent article, est jointe au plan d'entretien.*

*Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures, tels que définis au I.1.3 des présentes consignes d'exploitation. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur; en particulier en cas de dérive de la concentration en *Legionella pneumophila*. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées.*

*Les modalités de mise en œuvre de l'ensemble des mesures prévues dans les plans d'entretien et de surveillance sont formalisées dans des procédures. En particulier, chacune des situations de dépassement de concentration en *Legionella pneumophila* décrite au point II du présent article fait l'objet d'une procédure particulière.*

*Les cas d'utilisation saisonnière ou de fonctionnement intermittent sont analysés dans l'AMR et font l'objet de procédures adaptées dans le plan d'entretien et de surveillance. L'exploitant assure une gestion continue du risque de prolifération et de dispersion des légionelles à partir du moment où le circuit est en eau, au même titre qu'une installation fonctionnant en continu. Il s'assure de l'efficacité des actions préventives mises en œuvre, notamment en regard des objectifs de concentration en *Legionella pneumophila*.*

*c) Les procédures spécifiques suivantes sont également définies par l'exploitant :*

- procédure d'arrêt immédiat de la dispersion par la ou les tours (arrêt des ventilateurs, de la production de chaleur ou de l'installation dans son ensemble), dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production ;*
- procédures de gestion de l'installation pendant les arrêts et les redémarrages de l'installation, dans les différents cas de figure rencontrés sur l'installation :*
- suite à un arrêt de la dispersion d'eau par la ou les tours ;*
- en cas de fonctionnement intermittent (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage non prévisible) ;*
- en cas de fonctionnement saisonnier (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage prévisible) ;*
- suite à un arrêt prolongé complet ;*
- suite aux différents cas d'arrêts prolongés partiels pouvant survenir sur l'installation ;*
- autres cas de figure propre à l'installation.*

*Les périodes d'arrêt et les redémarrages constituent des facteurs de risque pour l'installation, les modalités de gestion de l'installation pendant ces périodes doivent être établies par l'exploitant de manière à gérer ce risque, qui dépend notamment de la durée de l'arrêt et du caractère immédiat ou prévisible de la remise en service et de l'état de propreté de l'installation.*

*Dans un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine après tout redémarrage intervenant après un arrêt prolongé ou redémarrage saisonnier, une analyse en Legionella pneumophila est réalisée.*

## **2. Entretien préventif de l'installation**

### **c) Nettoyage préventif de l'installation :**

*Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la tour de refroidissement, de ses parties internes et de son bassin, est effectuée au minimum une fois par an.*

*Les interventions de nettoyage présentant un risque sanitaire pour les opérateurs et les riverains de l'installation, des moyens de protection sont mis en place afin de prévenir tout risque d'émissions d'aérosols dans l'environnement. L'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour le nettoyage fait l'objet d'une procédure particulière, prenant en compte le risque de dispersion de légionelles.*

*Si le nettoyage préventif annuel nécessite la mise à l'arrêt complet de l'installation, et que l'exploitant se trouve dans l'impossibilité technique ou économique de réaliser cet arrêt, il doit en informer le préfet et lui proposer la mise en œuvre de mesures compensatoires.*

*L'inspection des installations classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert.*

*Ces mesures compensatoires sont, après avis de l'inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article **R.512-31** du Code de l'Environnement.*

## **3. Surveillance de l'installation**

### **b) Modalités de prélèvements en vue de l'analyse des légionelles :**

*Le prélèvement est réalisé par un opérateur formé à cet effet sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint. Pour les circuits où l'eau est en contact avec le process à refroidir, ce point est situé si possible en amont et au plus proche techniquement possible de la dispersion d'eau, soit de préférence sur le collecteur amont qui est le plus représentatif de l'eau dispersée dans un flux d'air.*

*Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant. Il doit permettre la comparaison entre les résultats de plusieurs analyses successives.*

*Les modalités du prélèvement, pour le suivi habituel ou sur demande des installations classées, doivent permettre de s'affranchir de l'influence des produits de traitement.*

*En particulier, si une injection ponctuelle de biocide a été mise en œuvre sur l'installation, un délai d'au moins quarante-huit heures après l'injection doit toujours être respecté avant prélèvement d'un échantillon pour analyse de la concentration en Legionella pneumophila, cela afin d'éviter la présence de biocide dans le flacon, qui fausse l'analyse.*

*En cas de traitement continu à base de biocide oxydant, l'action du biocide dans l'échantillon est inhibée par un neutralisant présent dans le flacon d'échantillonnage en quantité suffisante.*

*Les dispositions relatives aux échantillons répondent aux dispositions prévues par la norme NF T90-431 (avril 2006) ou par toute autre méthode reconnue par le ministère en charge des installations classées.*

***e) Transmission des résultats à l'inspection des installations classées :***

*Les résultats d'analyses de concentration en Legionella pneumophila sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements. »*

***V. Bilan annuel***

*Les résultats des analyses de suivi de la concentration en Legionella pneumophila, les périodes d'utilisation avec leur mode de fonctionnement et les périodes d'arrêt complet ou partiel, ainsi que les consommations d'eau sont adressés par l'exploitant à l'Inspection de l'Environnement sous forme de bilans annuels interprétés.*

*Ces bilans sont accompagnés de commentaires sur :*

- les éventuelles dérives constatées et leurs causes, en particulier lors des dépassements de concentration de 1 000 UFC/L en Legionella pneumophila, consécutifs ou non consécutifs ;*
- les actions correctives prises ou envisagées ;*
- l'évaluation de l'efficacité des mesures mises en œuvre, par des indicateurs pertinents.*

*Le bilan de l'année N-1 est établi et transmis à l'Inspection de l'Environnement pour le 31 mars de l'année N.*

***« 5.9. Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée***

*L'exploitant met en place un programme de surveillance des caractéristiques des émissions des polluants visés au point 5.5, lui permettant d'intervenir dès que les limites d'émissions sont ou risquent d'être dépassées.*

*En complément, l'exploitant met en place une surveillance des rejets spécifique aux produits de décomposition des biocides utilisés ayant un impact sur l'environnement, listés dans la fiche de stratégie de traitement telle que définie au point 3.7.1.2 b du présent arrêté.*

*Une mesure des concentrations des différents paramètres et polluants visés au point 5.5 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement sur une journée de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.*

*Les points de prélèvements d'échantillon et de mesure pour le contrôle des rejets de l'installation de refroidissement sont choisis sous la responsabilité de l'exploitant, ils sont représentatifs du fonctionnement de l'installation et de la qualité de l'eau de l'installation qui est évacuée lors des purges de déconcentration.*

*Dans le cas d'un site comprenant plusieurs tours ou circuits de refroidissement, ce point de prélèvement peut se situer sur le collecteur de rejets commun de ces installations.*

*Les polluants visés au point 5.5 qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation, ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent point. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques, notamment les analyses, permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation. »*

VU le rapport de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, Inspecteur de l'Environnement en date du 26 juin 2019 ;

VU la lettre en date du 26 juin 2019 informant la société **AGLAFORM** de la proposition de mise en demeure ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite d'inspection en date du 13 juin 2019, l'Inspecteur de l'Environnement a constaté les faits suivants :

- le plan de formation ne rassemble pas l'ensemble des documents prescrits par le point **3.1** susvisé (modalités de formation, attestation de formation) ;
- les personnes étrangères à l'établissement peuvent accéder à la tour aéro-réfrigérante, seuls les locaux techniques étant fermés en dehors des heures de fonctionnement (point **3.2** susvisé) ;
- l'exploitant ne dispose pas d'une AMR datant de moins de deux ans (point **3.7.I.1.a** susvisé) ;
- l'exploitant ne dispose pas de plans d'entretien et de surveillance conformes au point **3.7.I.1.b** susvisé ;
- l'exploitant ne dispose pas de procédures d'arrêt immédiat et de redémarrage de l'installation conformes au point **3.7.I.1.c** susvisé ;
- l'exploitant ne dispose pas d'une procédure spécifique en cas d'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour le nettoyage (point **3.7.I.2** susvisé) ;
- le point de prélèvement pour analyses n'est pas repéré par un marquage (point **3.7.I.3.b** susvisé) ;
- la transmission sous GIDAF des résultats d'analyses légionelles n'est pas effectuée sous 30 jours (point **3.7.I.3.e** susvisé) ;
- l'exploitant ne transmet pas de bilan annuel comportant l'ensemble des informations prévues au point **3.7.V** susvisé ;
- les analyses effectuées par l'exploitant sur les rejets aqueux issus de la tour aéro-réfrigérante du site ne prennent pas en compte l'ensemble des produits de décomposition des biocides utilisés ayant un impact sur l'environnement, au regard des fiches de données de sécurité communiquées à l'inspection (point **5.9** susvisé) ;

**CONSIDÉRANT** que ces constats constituent un manquement aux dispositions des points **3.1, 3.2, 3.7.I.1.a, 3.7.I.1.b, 3.7.I.1.c, 3.7.I.2, 3.7.I.3.b, 3.7.I.3.e, 3.7.V** et **5.9** de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que face à ces manquements il convient de faire application des dispositions de l'article **L.171-8** du Code de l'Environnement en mettant en demeure la société **AGLAFORM** de respecter les dispositions des points **3.1, 3.2, 3.7.I.1.a, 3.7.I.1.b, 3.7.I.1.c, 3.7.I.2, 3.7.I.3.b, 3.7.I.3.e, 3.7.V** et **5.9** de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article **L.511-1** du Code de l'Environnement ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Pas de Calais ;

## ARRÊTE :

### ARTICLE 1<sup>er</sup>: OBJET

La société **AGLAFORM**, ci-après dénommé l'exploitant, dont le siège social est situé 4, avenue du Maréchal Foch – 62390 AUXI-LE-CHATEAU est mise en demeure, à **compter de la notification du présent arrêté**, de respecter les dispositions des points **3.1, 3.2, 3.7.I.1.a, 3.7.I.1.b, 3.7.I.1.c, 3.7.I.2, 3.7.I.3.b, 3.7.I.3.e, 3.7.V** et **5.9** de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié susvisé, comme suit :

- points **3.7.I.1.a, 3.2, 3.7.I.3.b, 3.7.I.3.e, 3.7.V** et **5.9** : **dans un délai de 1 mois** ;

- points **3.1, 3.7.I.1.b, 3.7.I.1.c** et **3.7.I.2** : **dans un délai de 3 mois**.

### ARTICLE 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article **1er** ne serait pas satisfaite dans les délais prévus au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article **L.171-7** du Code de l'Environnement, les sanctions prévues par les dispositions du **II** de l'article **L.171-8** dudit Code.

### ARTICLE 3 : DÉLAI ET VOIE DE RECOURS

Conformément à l'article **L.171-11** du Code de l'Environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article **R.421-1** du Code de Justice Administrative, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le Tribunal Administratif de Lille situé 5, rue Geoffroy Saint-Hilaire - CS 62039 - 59014 Lille Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours Citoyen" accessible par le site internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### ARTICLE 4 : PUBLICITÉ

Une copie du présent arrêté est publiée sur le site internet de la Préfecture du Pas-de-Calais.

### ARTICLE 5: EXÉCUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais et l'Inspecteur de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. le Directeur de la société **AGLAFORM** dont une copie sera transmise au Maire de **AUXI-LE-CHATEAU**.

ARRAS, le **24 JUL. 2019**  
Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général,

Marc DEL GRANDE





Copies destinées à :

- AGLAFORM - 4, avenue du Maréchal Foch – 62390 AUXI-LE-CHATEAU
- Mairie de AUXI-LE-CHATEAU
- Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (Services Risques)
- Dossier
- Chrono